

Questions orales

M. MacLean: Dois-je déduire de la réponse du ministre que, si le prix mondial du pétrole augmente, les mesures du gouvernement réussiront à empêcher une telle augmentation de nuire aux provinces atlantiques?

M. Macdonald (Rosedale): Les consommateurs des provinces atlantiques seront protégés en vertu de l'accord établissant un prix unique pour tous les Canadiens; ils ont été protégés jusqu'ici par ce genre de subvention, qui sera maintenue et leur assurera une protection contre des augmentations dépassant le prix unique établi pour tout le Canada, qui pourraient avoir lieu de temps à autre.

* * *

L'INDUSTRIE**WHITBY TIRE COMPANY—LES MISES À PIED—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT**

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre est-il au courant que la Whitby Tire Company qui, il y a un an, avait été achetée à Dunlop par Firestone, et qui à cette époque avait annoncé son intention d'embaucher 250 à 300 ouvriers de plus, a maintenant décidé de mettre à pied pour une durée indéterminée la moitié de son effectif, c'est-à-dire 290 ouvriers? Est-ce que la chose a été signalée au ministre et, dans l'affirmative, quelle mesure a-t-il prise à cet égard?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Les députés savent que je reviens d'un voyage à l'étranger où j'ai eu à m'occuper de relations commerciales. C'est la première fois que l'affaire m'est signalée. Je vais me renseigner.

* * *

LES FINANCES**LES MISES À PIED CHEZ WHITBY TIRE COMPANY ET LA RÉDUCTION DES DROITS DE DOUANE SUR LES PNEUS**

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Puis-je poser une question supplémentaire au ministre des Finances? Pendant que son collègue va se renseigner, va-t-il, lui, contrôler l'affirmation du syndicat suivant laquelle les mises à pied résultent, non pas d'un ralentissement de la production automobile, mais d'un accroissement des importations de pneus américains, dont le volume annuel est passé de 650,000 à près de 5.5 millions d'unités en l'espace de quatre ans, parce que les droits de douane ont été ramenés de 17½ à 12 p. 100?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Oui, monsieur l'Orateur, je vais me renseigner.

[M. Macdonald (Rosedale).]

[Français]

LA SANTÉ**L'EXISTENCE POSSIBLE D'UN PROGRAMME SUR L'USAGE ABUSIF DE MÉDICAMENTS PAR LES ALCOOLIQUE**

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Il y a quelques mois, les journaux laissaient entendre que le gouvernement fédéral avait approuvé un programme relatif à l'usage abusif de médicaments, comme, par exemple, certains médicaments prescrits aux alcooliques. Le ministre dirait-il s'il existe présentement un tel programme et jusqu'à quel point il est mis en application?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): A ma connaissance, monsieur le président, il n'existe pas de tel programme. Je voudrais réexaminer en détail la question de l'honorable député pour voir si je n'en ai pas manqué une partie, mais je ne crois pas qu'il existe de programme spécial précis tel qu'indiqué dans la question de l'honorable député.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**LES PROPOS INJURIEUX DU HAUT-COMMISSAIRE DE LA JAMAÏQUE À L'ENDROIT DE LA POLICE DE TORONTO**

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, avant de poser ma question, j'aimerais savoir du président du Conseil privé, car il est leader de la Chambre, si le premier ministre va venir en Chambre avant que l'ordre du jour ne soit épuisé, ou d'ici la fin de la séance.

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): Le premier ministre sera ici pour l'étude des ordres inscrits au nom du gouvernement. Je ne saurais dire s'il viendra plus tôt.

M. Diefenbaker: Je demande cela à cause d'une question que j'ai soulevée à la Chambre avant-hier au sujet de l'attaque ignoble portée par le haut-commissaire de la Jamaïque quant à la façon dont nous administrons la justice. Il a tenu des propos des plus racistes lorsqu'il a déclaré: «Je suis extrêmement mécontent de la façon dont on administre la justice quand il y a affrontement entre mes compatriotes et la police». Cela ne peut vouloir dire qu'une chose: il y a une loi pour les gens de couleur et une autre loi pour les autres. Cela est tout à fait contraire à l'esprit canadien et ce genre de déclaration est inadmissible.

J'ai posé cette question avant-hier au premier ministre. Il n'en avait pas entendu parler. Aucune réponse ne m'a été donnée hier à la Chambre. Imaginez ma surprise—en fait ce n'était pas vraiment une surprise car cela semble devenu une habitude—lorsque la question a été abordée dans la presse hier au lieu qu'on y réponde à la Chambre. Peut-être pourrions-nous maintenant obtenir une réponse du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Cette question est extrêmement importante et dans toutes les Antilles cela peut nuire beaucoup à la réputation du Canada connu jusqu'ici pour respecter l'égalité de tous quelle que soit leur couleur.